

**Délibération du Conseil De Communauté
Séance du 16 avril 2018**

L'an deux mille dix huit, le lundi 16 avril à 20 h 00, les membres du Conseil Communautaire se sont réunis au siège de Questembert Communauté, sur la convocation qui leur a été adressée par la Présidente le 06 avril 2018, conformément aux articles L. 5211-1 et L. 5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La séance a été ouverte sous la présidence de Madame Marie-Claude COSTA RIBEIRO GOMES.

Nombre de conseillers titulaires en exercice : 36

Nombre de conseillers titulaires présents : 29

Nombre de votants : 34

Procurations : 05

Date de convocation : 06 avril 2018

Etaient présents :

Mme Marcelle LE PENRU, M. Michel GRIGNON, M. Patrice LAUNAY, M. Bernard CHAUVIN, Mme Claire MAHE, M. Pascal HERVIEUX, M. André SERAZIN, M. Cyrille KERRAND, M. Patrice LE PENHUIZIC, Mme Marie-Annick BURBAN, M. Gilbert PERRION, Mme Sylvie GAIN, Mme Monique DANION, M. Pascal GUIBLIN, M. Joël TRIBALLIER, M. Jean-Claude RAKOZY, Mme Marie-France BESSE, Mme Marie-Claude COSTA RIBEIRO GOMES, M. René DANILET, Mme Anne BEGO, Mme Marie-Annick MARTIN, M. Pascal HEUDE, Mme Marie-Christine DANILO, M. Philippe MOULINAS, Mme Marie-Thérèse Kerdudo, M. Georges BOEFFARD, M. Stéphane COMBEAU, Mme Marie-Odile COLINEAUX, M. Henri GUEMENE.

Absents : M. Régis LE PENRU, M. Jean-François HUMEAU

Procurations :

M. Raymond HOUEIX à M. Joël TRIBALLIER
Mme Monique MORICE à Mme Marie-Claude COSTA RIBEIRO GOMES
M. Serge LUBERT à M. Gilbert PERRION
M. Paul PABOEUF à Mme Monique DANION
M. Jean-Pierre GALUDEC à Mme Anne BEGO

Secrétaire de séance : Mme Marie-Odile COLINEAUX

2018 04 n°03 - Aménagement - Arrêt du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant SCOT et bilan de la concertation

M. le Vice Président en charge du PLUi valant SCOT rappelle au Conseil Communautaire les conditions dans lesquelles le projet de PLUi valant SCOT, établi dans le cadre de son élaboration, a été mené, à quelle étape de la procédure il se situe, et présente ledit projet. Il explique qu'en application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme, doit être tiré le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLU, et, qu'en application de l'article L.153-14 dudit code, ledit document doit être "arrêté" par délibération du conseil communautaire et communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L.153-11, L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU),

VU la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat (dite loi UH),

Envoyé en préfecture le 18/04/2018

Reçu en préfecture le 18/04/2018

Affiché le 19/04/2018

ID : 056-245614383-20180416-2018_04_03-DE

VU la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement (dite loi ENE),

VU la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dite loi GRENELLE I),

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi GRENELLE II),

VU l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

VU le décret n°2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite loi ALUR),

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 101-1 et suivants et L. 153-14 et suivants,

VU la délibération n°2014-06 n°18 en date du 23 juin 2014 par laquelle le Conseil Communautaire a approuvé l'extension des compétences communautaires à la planification urbaine, plan local d'urbanisme et carte communale,

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 octobre 2014 validant cette extension de compétences communautaires,

VU la délibération n°2015-03 n°31 en date du 16 mars 2015 par laquelle le Conseil Communautaire a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant SCoT,

VU les Conférences intercommunales des maires en date du 12 février 2015 et du 14 avril 2015,

VU les délibérations n°2015-03 n°32 du 16 mars 2015, n°2015-04 n°11 du 20 avril 2015 complétées par la délibération n°2015-06 n°27 du 22 juin 2015 portant sur les modalités de collaboration et de concertation avec les communes pour l'élaboration du PLUi valant SCoT,

VU l'arrêté préfectoral du 3 juin 2015 publiant le périmètre du PLUi valant SCoT sur le territoire de Questembert Communauté,

VU les délibérations de la commune de Larré n°2016-10-01 du 28 octobre 2016, de la commune de Le Cours n°2016-10-19-04 du 19 octobre 2016, de la commune de Berric n°2016-11-67 du 16 novembre 2016, de la commune de Limerzel n°2016-10-05 du 3 novembre 2016, de la commune de La-Vraie-Croix n°2016-11-06 du 3 novembre 2016, de la commune de Malansac n°2016-11-09 du 8 novembre 2016, de la commune de Molac n°2016-11-09 du 18 novembre 2016, de la commune de Pluherlin n°2016-06-04 du 15 novembre 2016, de la commune de Rochefort-en-Terre n°2016-10-01 du 27 octobre 2016, de la commune de Saint Gravé n°2016-11-01 du 3 novembre 2016, de la commune de Caden du 28 novembre 2016, de la commune de Lauzach du 18 novembre 2016 et de la commune de Questembert n°2016-07-02 du 14 novembre 2016 prenant acte de la tenue du débat sur le PADD au sein de l'ensemble des conseils municipaux,

VU la délibération n°2016-12 n°03 en date du 12 décembre 2016 prenant acte de la tenue du débat sur le PADD au sein du Conseil Communautaire,

VU la délibération n°2017 04 n°09 en date du 24 avril 2017 ayant opté pour l'application des dispositions du décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Code de l'urbanisme et à la modernisation du Plan Local d'Urbanisme,

VU le bilan de la concertation annexé à la délibération et présenté par Madame le Présidente,

Madame la Présidente rappelle que le Conseil Communautaire a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) valant Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) par la délibération n°2015-03 n°32 en date du 16 mars 2015 et qu'un débat a eu lieu sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) lors de la séance du Conseil Communautaire du 12 décembre 2016 ainsi que devant les conseils municipaux des communes .

Envoyé en préfecture le 18/04/2018

Reçu en préfecture le 18/04/2018

Affiché le 18/04 2018

ID : 056-245614383-20180416-2018_04_03-DE

Le temps est venu désormais d'arrêter le projet de PLUi ayant les effets d'un SCOT après avoir tiré bilan de la concertation.

1/ BILAN DE LA CONCERTATION :

Madame la Présidente rappelle les modalités de la concertation fixées par la délibération n°2015-03 n°32 du 16 mars 2015, n°2015-04 n°11 du 20 avril 2015 complétées par la délibération n°2015-06 n°27 du 22 juin 2015 et expose les modalités selon lesquelles la concertation de la population a été mise en œuvre :

- Mise en place de panneaux d'exposition dans les mairies et au siège communautaire,
- Information régulière par le biais du magazine d'information communautaire, sur le site internet de Questembert Communauté, par la lettre d'information électronique mensuelle et sur les réseaux sociaux,
- Mise en place d'ateliers « Plus belle ma ville » en octobre 2015
- Organisation de deux forums des acteurs locaux en mars 2016 et mai 2017,
- Organisation d'une dizaine de permanences avec les administrés tout au long de l'année 2017,
- Présentation du PADD dans les réunions publiques des 17 et 18 octobre 2016,
- Présentation du PLUi valant SCoT au Conseil de Développement du Pays de Vannes le 30 janvier 2018,
- Présentation du PLUi valant SCoT dans les réunions publiques des 13 et 14 février 2018,

Les grandes thématiques portées dans le cadre de la concertation ont notamment été la constructibilité dans les hameaux, la préservation du commerce dans les cœurs de bourg, le développement économique, l'équilibre est-ouest du territoire, les modalités du développement urbain ainsi que la protection de l'agriculture et du cadre de vie.

Madame la Présidente présente le bilan qu'il convient de tirer de cette concertation et le projet de plan local d'urbanisme (en annexe au conseil).

2/ PROJET DE PLU INTERCOMMUNAL AYANT LES EFFETS D'UN SCOT :

Le projet de PLU intercommunal ayant les effets d'un SCoT soumis au Conseil Communautaire vise à promouvoir un développement harmonieux du territoire, de l'habitat et des activités tout en préservant et valorisant un cadre de vie marqué par l'activité agricole, un paysage bocager, des espaces naturels à protéger et un patrimoine historique d'une grande richesse.

CONSIDÉRANT qu'un débat a eu lieu le 12 décembre 2016 au sein du Conseil Communautaire sur les orientations générales du PADD, ainsi que dans tous les conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes,

CONSIDÉRANT que ces grandes orientations notamment l'organisation du territoire multipolaire (Axe 1), l'accompagnement de la mutation des lieux de vie (Axe 2) et l'anticipation des évolutions des modes de vie (Axe 3) sont conformes aux objectifs énoncés lors de la prescription du PLUi valant SCoT,

CONSIDÉRANT que les études relatives à l'élaboration du PLUi valant SCoT ont été achevées et que la concertation sur ces études et la définition progressive du contenu du projet de PLUi valant SCoT ont été effectuées,

CONSIDÉRANT qu'il est constaté que la concertation s'est déroulée de manière satisfaisante au regard des modalités retenues dans la délibération prescrivant le PLUi valant SCoT,

CONSIDÉRANT le dossier établi en vue de l'arrêt du projet du PLUi valant SCoT et, notamment, le rapport de présentation, les documents graphiques, le PADD, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le règlement et les annexes,

Envoyé en préfecture le 18/04/2018

Reçu en préfecture le 18/04/2018

Affiché le 19/04/2018

ID : 056-245614383-20180416-2018_04_03-DE

CONSIDÉRANT qu'il convient maintenant, en application des articles L.100-8 et R.153-3 du Code de l'urbanisme, de tirer le bilan de la concertation, tout en relevant préalablement que la population a pu suivre l'évolution de manière continue du projet de PLUi valant SCoT,

CONSIDÉRANT que le projet de PLUi valant SCoT est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux EPCI intéressés,

le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité

TIRE le bilan de la concertation et approuver le bilan de la concertation annexé à la présente délibération.

ARRÊTE le projet de PLUi ayant les effets d'un SCoT, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

SOUMET pour avis le projet de PLUi valant SCoT aux communes membres de la communauté de communes et aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui ont demandé à être consultés sur ce projet.

DIT que la présente délibération et le projet de PLUi ayant les effets d'un SCoT annexé à cette dernière seront transmis au préfet ainsi que :

- aux communes membres de Questembert Communauté
- au Président du Conseil Régional de Bretagne,
- au Président du Conseil Départemental du Morbihan,
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan,
- au Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Morbihan,
- au Président de la Chambre d'Agriculture du Morbihan,
- au Président du Syndicat Intercommunal de Transport de Questembert,
- aux Présidents des Pays de Ploërmel et de Redon, de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération et d'Arc Sud Bretagne
- au Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer
- au Président du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan
- à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
- à l'autorité environnementale de l'État.
- Au président du centre national de la propriété forestière

DIT que conformément à l'article R.153-3 du Code l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage d'un mois au siège communautaire et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme

A Questembert, le 18 avril 2018

La Présidente,

Marie-Claude COSTA RIBEIRO GOMES

